Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1435

Artikel: Verbatim : seront-ils vraiment majoritaires?
Autor: Nordmann, Roger / Fehr, Hans / Föhn, Peter
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1026098

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Seront-ils vraiment majoritaires?

Le débat aux Chambres sur l'initiative «Oui à l'Europe» a déchaîné les passions de la droite dure. Morceaux choisis à déguster sans accompagnement dans la perspective d'une future votation populaire (rn).

Hans Fehr, UDC, ZH, CN (secrétaire de l'ASIN)

«Oui à l'Europe» est de toute façon une dénomination trompeuse, parce que l'Europe n'a pas grand-chose à faire avec l'Union européenne. Avant tout, l'initiative est l'expression d'une pulsion quasiment pathologique qu'ont certains milieux et qui consiste à vouloir nous lier dans une Union européenne qui est totalement étrangère à notre essence même. Ceci bien qu'ils sachent tous que la Suisse n'a qu'à y perdre.

Peter Föhn, UDC, SZ, CN:

Regardez donc par-dessus la frontière. Ouvrez les livres d'histoire. La seule chose que nous devons faire, c'est – tout comme nos ancêtres - consacrer suffisamment d'attention à notre formation et à notre volonté au travail, laquelle est largement supérieure à la moyenne.

Christian Waber, parti évangélique BE, CN:

On a dit qu'il fallait être reconnaissant à l'Union du fait qu'il n'y a pas eu de guerre durant les cinquante dernières années en Europe. C'est faux. C'est le mérite d'Etats indépendants, c'étaient des Etats qui dialoguaient entre eux, signaient des accords, c'est-à-dire des Etats qui faisaient ce que la Suisse a toujours fait au milieu de l'Europe et du monde.

Au fond, qu'est-ce que l'Union européenne? A mon sens une énorme absurdité. Pourquoi? Il y a une concentration du pouvoir dans les mains de quelques Etats et de leurs politiciens. Les décisions sont anonymes. Personne ne connaît les gens qui sont aux leviers du pouvoir. On exclut les minorités et les traditions. On se remet à penser en termes de blocs et d'isolement face au monde, parce que l'Europe réussit très bien à se protéger contre d'autres blocs plus petits. Il y a un brassage unitaire au lieu d'individualités.

Quel est donc la voie de la Suisse? Elle consiste à conserver les institutions actuelles et les droits populaires. A être un phare pour tous ceux qui ont un grand déficit démocratique. Il est intéressant de constater que les nations qui ont le plus grand déficit en la matière s'orientent de plus en plus sur les institutions de notre pays.

Christophe Blocher, UDC, ZH, CN:

Il en va de l'indépendance de ce pays. Il est écrit dans la Constitution que: «La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays» (Art. 2, al.1 Cst). C'est également un devoir pour vous! Vous l'avez promis par serment. J'ai l'impression d'avoir en face de moi une assemblée de parjures. Vous en avez encore fait un article du code pénal: «Celui qui aura commis un acte tendant à porter atteinte à l'indépendance de la Confédération ou à mettre en danger cette indépendance, ou à provoquer de la part d'une puissance étrangère, dans les affaires de la Confédération, une immixtion de nature à mettre en danger l'indépendance de la Confédération, sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement pour un à cinq ans» (Art. 266 al. 1 CP). Je vous invite donc à retourner à vos affaires en disant face à tout ceci: Non, nous restons indépendants et neutres, comme nous l'avons tous juré.

Bruno Frick, PDC, SZ, CE (rapporteur)

Si nous adoptons aujourd'hui de manière contraignante le but de l'adhésion, on exclut par principe d'autres options, également réalistes. Il pourrait s'agir d'un second paquet bilatéral dans plusieurs années, d'un EEE bis, ou d'une sorte de contrat d'association d'un nouveau genre; l'Union elle-même est en train de se transformer pour son élargissement à l'Est.

Maximilian Reinmann, UDC, AG, CE:

Que signifie «Oui à l'Europe»? Moi aussi, je dis oui à l'Europe! C'est notre continent, c'est également notre principal partenaire commercial, c'est nos voisins etc. Je dis oui aux accords bilatéraux, je dis oui à d'autres accords du même type s'ils sont dans notre intérêt. Mais je dis non à une adhésion de la Suisse à l'UE. L'UE ne peut pas prétendre à elle seule incarner l'Europe. Il y a également l'institution du Conseil de l'Europe; il est formé de plus de 40 membres. A cette Europe, je dis oui.

Thomas Pfisterer, Rad, AG, CE (ancien juge fédéral)

Si j'ai bien compris notre ordre juridique, nous ne connaissons pas l'institution de la décision de principe ou de but. ■

Akçasayar est suisse

Au début de l'année, la section socialiste de Bümpliz, à l'ouest de Berne, a nommé un jeune Turc comme président. Cela n'a pas été du goût d'un certain nombre de citoyens. Or, Timur Akçasayar, militant exemplaire, était candidat à la citoyenneté bernoise et donc suisse. Suivons le parcours public: le 7 mars 2000, le *Stadtanzeiger Bern*, quotidien officiel distribué à tous les ménages de la ville publiait, comme de coutume, une liste de vingt-cinq étrangers auxquels la Municipalité et la Commission des naturalisations proposaient de donner le droit de bourgeoisie. En tête Akçasayar Timur, né le 10 juillet 1979, originaire de Turquie, célibataire, dessinateur sur machines, domicilié...

Le quotidien *Der Bund* a annoncé le 7 avril que le Conseil de Ville accordait la bourgeoisie de la ville aux vingt-cinq candidats et que Timur Akçasayar, au scrutin secret, avait obtenu le plus de voix. La confirmation est arrivée le 13 avril dans toutes les boîtes aux lettres puisque le procès-verbal de la séance du Conseil de ville du 6 avril paraît dans le *Stadtanzeiger*. Toutes les indications sur les nouveaux citoyens sont répétées mais le nombre de voix n'est pas indiqué.

Sans être aussi détaillées qu'à Emmen, les indications personnelles permettent à chacun de connaître l'état civil d'un candidat ou d'une candidate, sa profession ou l'existence d'une rente de l'Assurance invalidité, la composition de la famille, et l'adresse exacte. Le tout est diffusé à quelques dizaines de milliers d'exemplaires. Quant à Timur Akçasayar, on peut prévoir sa prochaine candidature aux élections communales. *cfp*